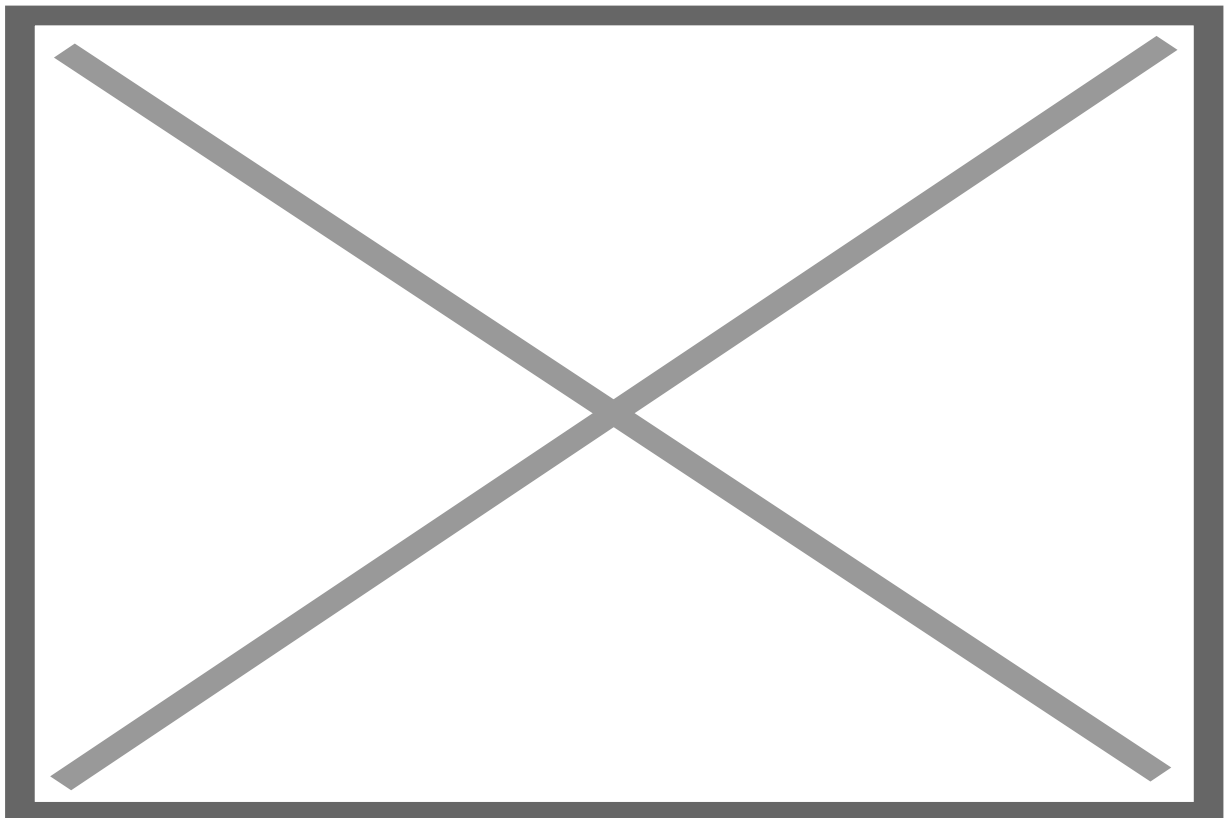


## Le retour du régime militaire israélien contre les citoyens palestiniens

### Description

Par Orly Noy, le 13 juin 2023

*Utilisée depuis longtemps dans les territoires occupés, la détention administrative pourrait être le prochain outil de l'arsenal répressif de Ben Gvir à l'encontre des citoyens palestiniens.*



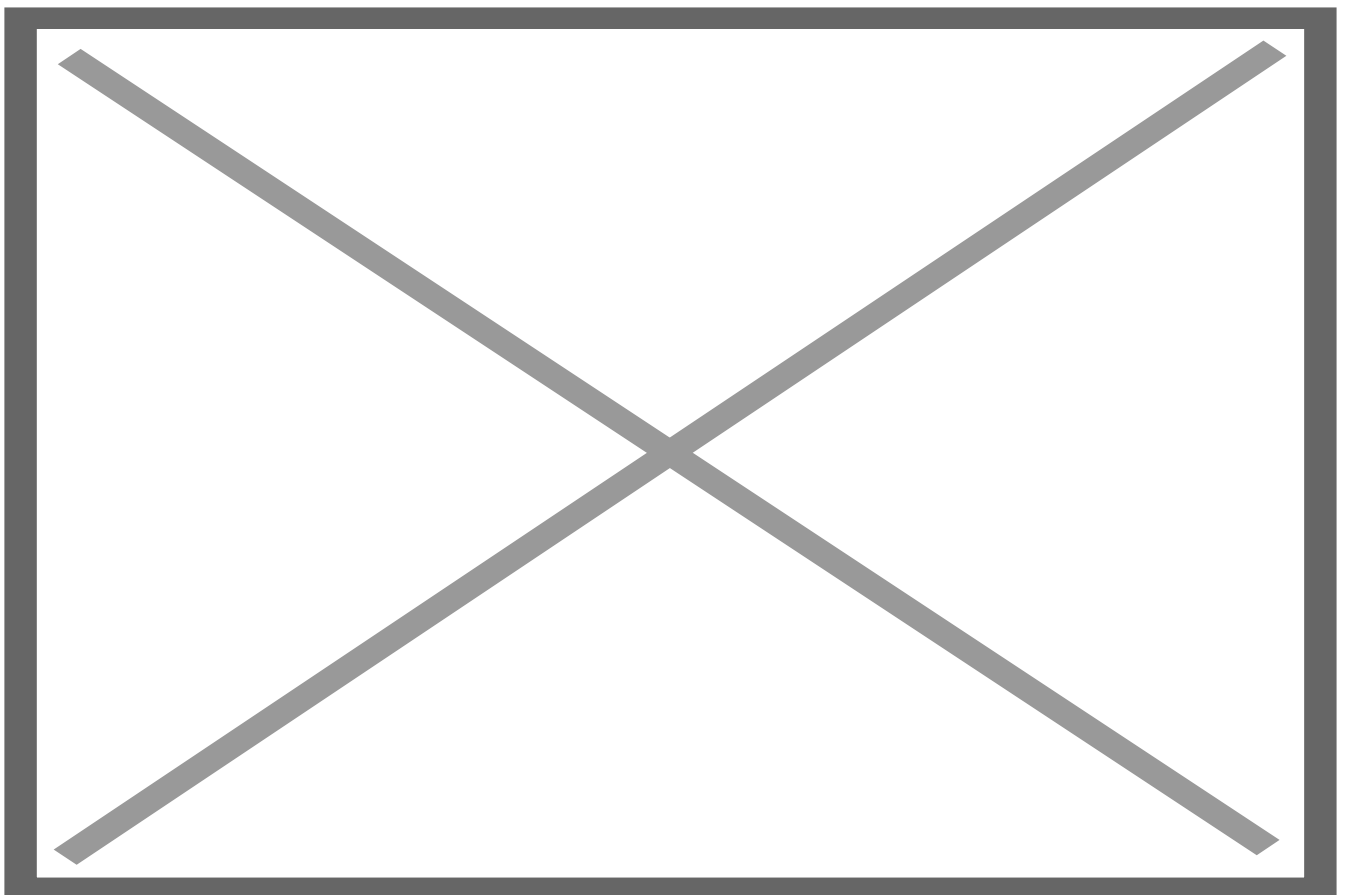
Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, sur les lieux où cinq personnes ont été abattues dans la ville arabe de Yafa an-Naseriyye, dans le nord d'Israël, le 8 juin 2023. (Fadi Amun/Flash90)

En tant que ministre du Chaos national, Itamar Ben Gvir voit dans la montée de la violence et de la criminalité dans la société palestinienne une occasion en or de faire avancer son propre programme politique. Dans son esprit, alors que le nombre de victimes de meurtres depuis le début de l'année dépasse les 100 et que le public juif-israélien commence enfin à prendre conscience de la situation après une semaine particulièrement sanglante, c'est le moment d'exploiter la crise et de réimposer le régime militaire qui a régi la vie des citoyens palestiniens pendant les premières années de l'État.

Parallèlement aux pressions exercées pour intégrer pleinement le Shin Bet (le service de sécurité intérieure d'Israël) dans ce que l'on appelle « la lutte contre la criminalité arabe » en dépit des recommandations du procureur général, du bureau du procureur de l'État et même du chef du Shin Bet lui-même ? Ben Gvir demande maintenant qu'on lui accorde des pouvoirs étendus qui incluraient, entre autres, l'autorité de placer des citoyens israéliens en détention administrative, tout comme le ministre de la Défense est autorisé à ordonner la détention administrative de Palestiniens en Cisjordanie (et, auparavant, à Gaza).

Cela signifie que le ministre kahaniste serait en mesure d'emprisonner des citoyens de manière répétée pour des périodes pouvant aller jusqu'à six mois à la fois, de restreindre leurs communications et leurs déplacements y compris les voyages internationaux sans avoir à présenter de preuves ou à porter des accusations.

Il est difficile d'imaginer que quelqu'un puisse croire que Ben Gvir, dont le principal conseiller a littéralement uriné sur le lieu où cinq citoyens palestiniens ont été assassinés la semaine dernière, se préoccupe réellement de la sécurité personnelle de la communauté arabe. Ce qu'il veut vraiment, c'est se transformer en nouveau gouverneur militaire qui régnera sur les Arabes ? un poste vers lequel il se dirige avec l'aide du Shin Bet, de la milice privée qu'il cherche à mettre en place et, s'il arrive à ses fins, du pouvoir d'arrestation administrative.



Des personnes en deuil portent les cercueils de deux des cinq hommes assassinés la semaine dernière dans le village palestinien de Yafa an-Nasariyye, au nord d'Israël, le

9 juin 2023. (Flash90)

## Un outil de répression politique

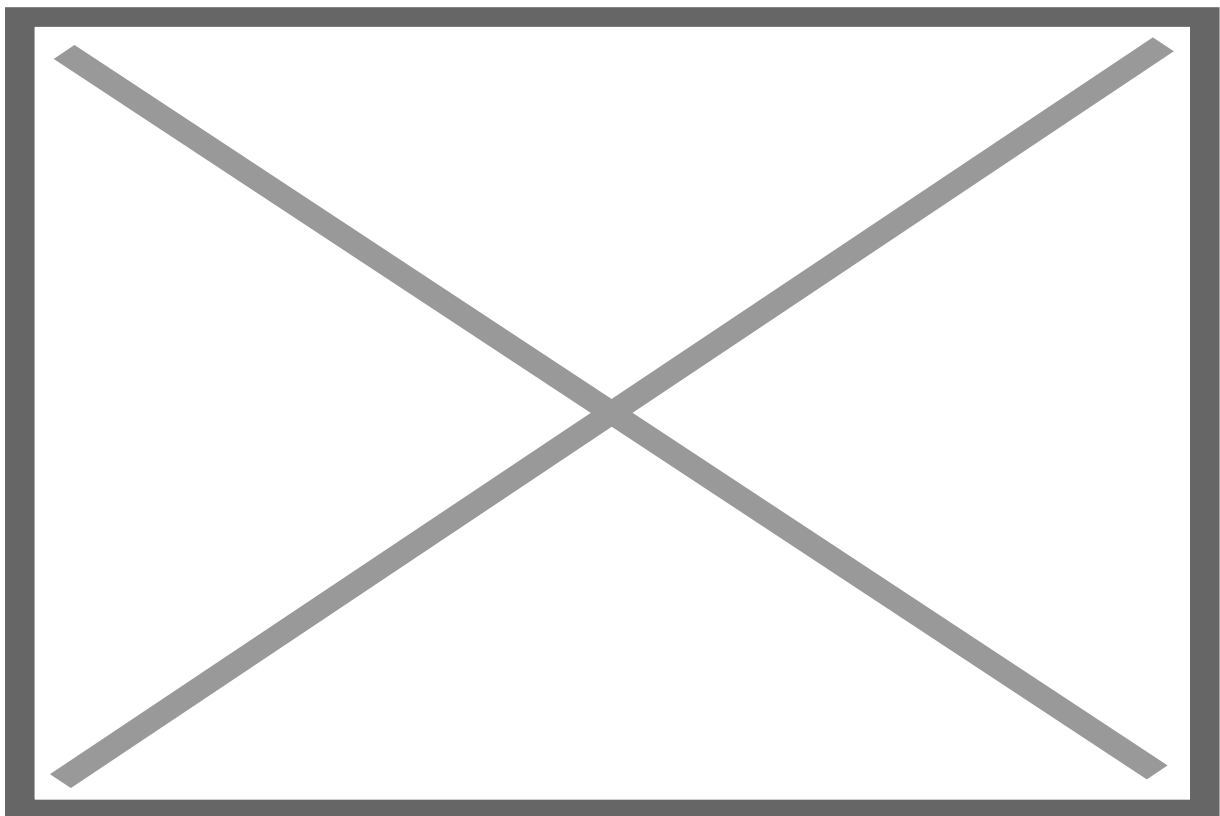
"Le 23 décembre 2022, vers 3h30 du matin, mon mari Murad (42 ans) et moi-même

"L'un des soldats a dit à mon mari qu'ils étaient venus l'arrêter, puis ils

"Murad a réussi à m'appeler environ une semaine après son arrestation. Je n

Témoignage de Fatima Hamdan, habitante d'A-Tabaqa, dans le district d'Hbron

En mars de cette année, Israël détenait 1 017 personnes en détention administrative, dont 10 mineurs. 1 002 d'entre elles étaient palestiniennes, le nombre le plus élevé des deux dernières décennies. Sur les 1 017 détenus, 366 l'ont été pendant moins de trois mois, 550 pendant une période comprise entre trois mois et un an, 98 pendant une période comprise entre un et deux ans, et trois d'entre eux ont été enfermés pendant plus de deux ans.



Des manifestants palestiniens tiennent des photos de la prisonnière Khalida Jarrar, membre du CLP, lors d'une manifestation marquant la journée des prisonniers palestiniens, à l'extérieur de la prison militaire d'Ofer, en Cisjordanie occupée, le 16 avril 2015. (Oren Ziv/Activestills)

L'utilisation de la détention administrative par Israël n'a rien à voir avec la sécurité. Il s'agit d'un outil draconien et antidémocratique utilisé à des fins de répression politique,

---

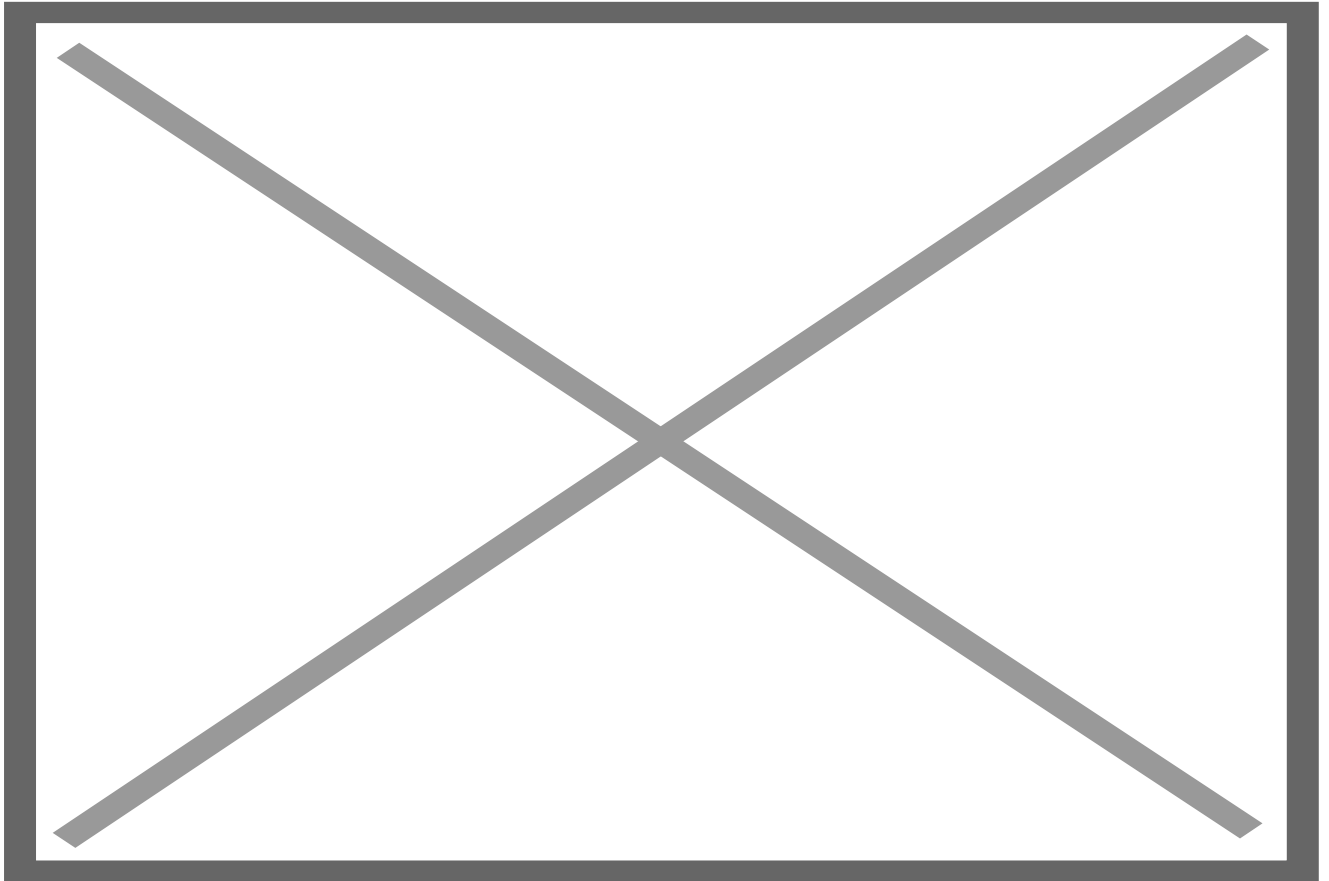
permettant l'arrestation sans acte d'accusation ni procédure légale, ni même un semblant de procédure régulière.

Par-dessus tout, la détention administrative est utilisée comme un outil qui compléte l'effort plus large d'Israël pour sécuriser et criminaliser la lutte pour la libération palestinienne. Tant donné que tous les partis palestiniens situés au-delà de la ligne verte sont définis par Israël comme des organisations terroristes, l'adhésion à l'un d'eux est interdite et peut conduire à une arrestation (voir, par exemple, les arrestations fréquentes de Khalida Jarrar, membre du Conseil législatif palestinien, ainsi que les arrestations d'autres parlementaires et ministres palestiniens). La détention administrative, en revanche, permet à Israël d'emprisonner des Palestiniens pour des périodes indéfinies et de le faire discrètement, dans l'obscurité, sans courir le risque de transformer ces procès en spectacle public.

Si la demande de Ben Gvir est acceptée, l'une des conséquences immédiates sera sans aucun doute l'enracinement de la criminalisation de la politique palestinienne en Israël. Nous constatons déjà que les partis et les hommes politiques arabes sont contraints de comparaître devant la Cour suprême avant chaque élection, car ils risquent d'être disqualifiés par le Comité central des élections. Nous ne pouvons que spéculer sur l'issue de ces tentatives de répression de la politique palestinienne, mais la combinaison des efforts de la coalition pour neutraliser le système judiciaire, d'une part, et l'expansion des tactiques de « sécurité » utilisées contre les citoyens palestiniens, d'autre part, n'augurent rien de bon.

## Récueillir les fruits

Outre son utilité en tant que tactique de répression politique, la détention administrative est utilisée par Israël pour torturer les détenus. Non seulement en ignorant cruellement les graves de la faim des détenus – y compris celle de Khader Adnan, décédé le mois dernier après une grave de la faim de plusieurs semaines – mais aussi en refusant les soins médicaux pendant la détention, comme l'ont témoigné d'innombrables prisonniers et leurs familles.



Les Palestiniens protestent après la mort de Khader Adnan, Naplouse, Cisjordanie occupée, le 2 mai 2023. (Nasser Ishtayeh/Flash90)

« Le 22 novembre 2022, des soldats sont venus chez nous vers 2h30 du matin et ont arrêté Khaled. Avant qu'ils ne l'emmenent, il leur a dit qu'il attendait une opération. Ils lui ont dit de prendre tous ses rapports médicaux et ses médicaments avec lui et lui ont promis qu'il serait soigné, mais j'ai senti qu'ils mentaient.

"Lors de ma dernière visite, il m'a dit qu'il n'avait plus les médicaments que"

"L'état de santé de mon mari affecte son état mental. L'incertitude quant à"

Témoignage d'Ahlam Nawabit, habitante du village de Burqa, dans le district de"

Le fait que la détention fréquente, arbitraire et non justifiée (à l'exception de l'approbation d'un juge militaire) en Cisjordanie soit considérée simplement comme un fait naturel qui fait à peine tache dans la société israélienne est un acte assez grave d'ignorance d'Israël. La tentative d'importer cette pratique draconienne dans l'état pour l'utiliser contre les citoyens palestiniens représente toutefois une étape importante dans ce que l'organisation juridique Adalah appelle la doctrine des « étrangers ennemis ». C'est ainsi qu'Israël a toujours considéré ses citoyens arabes : comme une menace démographique, politique et sécuritaire pour l'état.

L'aspiration de Ben Gvir ne marque pas une déviation fondamentale par rapport à la manière dont l'établissement israélien a toujours traité les citoyens palestiniens, mais elle cherche à lui fournir un outil supplémentaire qui aura des implications de grande envergure. Le fait que Ben Gvir exploite le sang des citoyens arabes comme excuse pour promouvoir ses ambitions fascistes est vraiment une nouvelle et horrible bassesse.

Pendant des années, le système a laissé libre cours au fléau mortel du crime organisé dans les localités arabes, les dirigeants ignorant les avertissements, les appels et les propositions des Palestiniens. Aujourd'hui, Ben Gvir est venu récolter les fruits de ce chaos afin d'imposer le régime militaire de facto auquel il aspire.

Source : [+972 Magazine](#)

Traduction AS pour l'Agence Média Palestine

### Tags

1. Ben Gvir
2. détention administrative
3. Israël
4. Orly Noy

**date création**  
2023/06/14